

**Réponse au discours du trône  
par M. Shawn Graham,  
chef de l'opposition officielle**

**le 21 novembre 2002  
Extrait officieux du *Journal des débats (hansard)***

[Original]

Je commence aujourd'hui par rendre hommage à la lieutenant-gouverneure Marilyn Trenholme Counsell pour son excellent travail, surtout celui qu'elle accomplit au nom des enfants du Nouveau-Brunswick.

Monsieur le président, je tiens aussi à vous transmettre aujourd'hui mes meilleurs voeux. Vous avez présidé trois sessions très animées, et je suis certain que celle-ci ne le sera pas moins.

Je voudrais remercier notre sergent d'armes, Dan Bussières. Il a été très actif non seulement pendant la session mais aussi tout au long de l'été et de l'automne afin d'assurer la sécurité de nos installations pour toutes les personnes qui travaillent ici. Il prend son travail tellement au sérieux qu'il protège maintenant le chandelier en le gardant sur son bureau.

Je remercie la greffière, le greffier adjoint, les commissionnaires et tout le personnel ici, à l'Assemblée législative, qui travaillent sans relâche pour assurer le meilleur déroulement possible des travaux de l'Assemblée législative.

Je veux aussi souhaiter à nos nouveaux pages la bienvenue à l'Assemblée législative. J'espère qu'ils vivront chacun et chacune une expérience très enrichissante et positive, et ce sera un plaisir pour moi de faire plus ample connaissance avec eux au cours de la session.

[Traduction]

Je tiens à prendre quelques instants pour offrir mes condoléances aux familles de l'ancien lieutenant-gouverneur George Stanley, de l'ancien sergent d'armes Leo McNulty et du contrôleur du financement politique, Sam Field.

Entre 1982 et 1987, George Stanley, éducateur et historien, a servi à titre de lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick. La réalisation la plus importante de M. Stanley est visible d'un océan à l'autre au Canada et partout dans le monde, puisque, en 1965, c'est George Stanley qui a proposé la conception de base de ce qui est devenu notre drapeau canadien.

Leo McNulty a bien servi la Chambre à titre de sergent d'armes. Lorsque, comme enfants, mes frères, ma soeur et moi venions visiter notre père ici à l'Assemblée législative, M. McNulty nous traitait toujours avec beaucoup de gentillesse.

Sam Fields occupait le poste de contrôleur du financement politique depuis 1978, lorsque le poste a été créé. Il a apporté au poste justice et équité et il a imposé un modèle de contrôle objectif des règles du financement politique dans notre province.

Je tiens aussi à mentionner le décès récent de Bev O'Keefe, un homme d'affaires néo-brunswickois bien connu. J'ai eu l'occasion de travailler avec M. O'Keefe à de nombreuses occasions lorsque je travaillais au ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie. Il a toujours été un modèle de dévouement et de professionnalisme, et cela a toujours été un plaisir de travailler avec lui au nom des gens du Nouveau-Brunswick.

C'est un grand plaisir pour moi de voir aujourd'hui des gens de tous les coins de notre province, mais j'aimerais particulièrement remercier les gens de Kent, que je représente depuis 1978. Ils ont travaillé dur pour moi, et je sais que les heures ont été longues, surtout en raison du congrès à la direction que nous avons connu ensemble en mai dernier. Sans votre appui et votre dévouement, je ne serais pas ici aujourd'hui pour vous représenter.

Mes parents sont aussi dans la tribune. Nous sommes une famille très forte, et, sans leur appui, je n'aurais pas eu la possibilité de représenter les gens de la province comme que je le fais.

Ma femme Roxanne est aussi présente ici aujourd'hui. Père Joyce, vous nous avez mariés. Vous avez participé à notre cérémonie de mariage en septembre dernier, et nous vous en sommes très reconnaissants. Roxanne, vous et moi sommes lancés dans cette nouvelle aventure depuis mai. Nous savons que les heures continueront de s'allonger, mais, ensemble, nous changerons les choses dans notre province. C'est agréable de voir vos parents ici aussi, Roxanne.

Je rends hommage à la fonction publique du Nouveau-Brunswick. J'estime que c'est la meilleure et la plus dévouée du Canada.

Je tiens à remercier le personnel du Bureau de l'opposition et du bureau de la rue Brunswick. Quiconque m'accuse d'être entouré de vieux de la veille n'a pas trop porté attention à ces deux bureaux. La vaste majorité des membres du personnel ne sont ni vieux ni des hommes. Vous n'avez qu'à demander à Tony Barry. Vu la foule de gens ici, je puis vous dire que, grâce à Tony Barry là-bas, notre parti devient de plus en plus fort chaque jour. Je veux profiter de l'occasion pour saluer les invités dans la tribune et leur souhaiter la bienvenue à l'Assemblée législative. L'enthousiasme et l'appui de ces personnes me donnent de l'énergie au cours des longues heures sur la route et des journées difficiles. Vu la grande foule ici aujourd'hui de partout dans la province, j'espère, Tony, que vous avez apporté un gros lunch, parce que nous allons avoir toute une partie tout à l'heure.

J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue aujourd'hui à Placide Chiasson, le père de Marcelle Mersereau, qui a fait le voyage pour être des nôtres. Je crois savoir que M. Chiasson nous surveille pendant chaque jour de session et que, parfois, il lui arrive aussi de dire à Marcelle de cesser de chahuter.

L'enthousiasme et le soutien de telles personnes confirment, dans mon esprit, le fait que le Nouveau-Brunswick se dirige vers un changement, aux prochaines élections. En raison de l'engagement et de l'éthique de travail de ces personnes, les choses changeront pour le mieux.

C'est formidable de lever les yeux vers la tribune et de voir notre excellente équipe de candidats et candidates.

[Original]

Hédard Albert, de Caraquet, et son voisin dans Centre-Péninsule, Denis Landry, sont candidats.

[Traduction]

Kelly Lamrock se présente dans Fredericton-Fort Nashwaak.

[Original]

L'ancien maire Ronald Ouellette se présente dans Région de Grand-Sault.

[Traduction]

Murray Driscoll est notre candidat dans Kennebecasis. Leroy Armstrong, en meilleure forme que jamais, est de retour dans Kings-Est. Frank Trevors se présente dans Miramichi—Baie-du-Vin, et John Foran, dans Miramichi-Centre.

[Original]

Notre duo de Moncton est composé de Ray Goudreau, Moncton-Crescent, et de Mike Murphy, Moncton-Nord. Bert Paulin est notre candidat dans Restigouche-Ouest, et Maurice Richard portera les couleurs libérales dans Rogersville-Kouchibouguac.

[Traduction]

Notre équipe à Saint John est composée de Jamie Whelley et d'Anne-Marie Mullin. En plus d'Anne-Marie, nous avons le plaisir d'accueillir deux autres femmes : la D<sup>e</sup> Sue Purdy, dans Tantramar, et Madeleine Drummie, dans Charlotte-Ouest. Le plus récent ajout à notre équipe est Scott Target, dans York.

Je crois que la nouvelle équipe, avec mes collègues du caucus, formera le noyau du prochain gouvernement du Nouveau-Brunswick. Je dis cela parce que, du premier congrès de désignation à Caraquet, où plus de 800 personnes sont venues, au plus récent congrès dans York, où 700 membres du Parti libéral ont rempli le gymnase de Harvey, la vague prend de l'ampleur.

Croyez-moi, du côté du gouvernement, les gens prêtent attention. Quand j'ai fait campagne dans Kennebecasis, la députée actuelle était tellement prise de panique qu'elle a téléphoné à un foyer de soins où je me rendais, pour dire aux responsables qu'aucune photo de Murray Driscoll et moi ne devait être prise. Dans Miramichi-Centre, le gouvernement a tenté de distraire de notre congrès de désignation en tenant une cérémonie de présentation de chèque le même jour. Cela n'a pas empêché plus de 900 personnes d'assister à notre congrès de désignation. À côté, dans Miramichi—Baie-du-Vin, le député de l'endroit a presque concédé la défaite, en déclarant publiquement ses projets d'emploi après les prochaines élections. Il avait l'habitude de dire que les gens s'étaient débarrassés de Frank pour le remplacer par Tank. Il sait maintenant que la rime a changé : Les gens se débarrassent de Tank pour ramener Frank — en l'occurrence, Frank Trevors.

Je tiens tout particulièrement à saluer mes collègues du caucus, qui m'ont été d'une aide inestimable dans mon adaptation à mes nouvelles fonctions. Le niveau et la diversité des compétences autour de moi sont une source d'humilité et de réconfort. Sheldon, Bernard, Marcelle, Roland, Eric et Larry, vous avez une feuille de route impeccable pour ce qui est de

rendre énergiquement le gouvernement comptable de ses actes et de proposer de nouvelles idées et solutions. Je sais que vous êtes aussi impatients que moi d'entamer la nouvelle session. Je suis fier de notre équipe libérale. Nous sommes prêts et pleins d'énergie.

[Original]

Le discours du trône de mardi était très décevant. Il est loin des attentes soulevées par le premier ministre à la fin de la semaine dernière. Ceux qui ont regardé le gouvernement actuel au cours des trois dernières années ne devraient pas être surpris. Le discours du trône est plein de platitudes et manque de fond.

Même le thème du discours est quelque peu discutable : Renforcer la prospérité. Mais le Nouveau-Brunswick est-il vraiment devenu prospère sous le gouvernement actuel?

[Traduction]

Le discours du trône tente de peindre un tableau favorable. Il omet de mentionner que, en 2001, le pourcentage de croissance de l'emploi était zéro par rapport à l'année précédente au Nouveau-Brunswick. Il omet de mentionner que, selon les prévisions de la Banque Toronto-Dominion, la croissance du PIB au Nouveau-Brunswick en 2002-2003 sera de 3,1 %, le troisième rang parmi les moins bons au pays.

Toutefois, je sais que le premier ministre n'aime pas que j'utilise des statistiques de sources objectives et impartiales. Pour une raison ou une autre, cela le dérange vraiment. Alors, examinons ce que son propre ministre des Finances a à dire. Dans le *Telegraph-Journal* de samedi, le ministre des Finances a dit :

[Traduction]

*Je pense que, lorsque je présenterai le prochain budget, les gens constateront à quel point une certaine partie de notre croissance de recettes nous pose problème en tant que province.*

*Je pense que les gens constateront que le fonds sera utilisé aux fins pour lesquelles il a été établi. Il a été établi pour assurer un budget aussi équilibré que nous pouvons l'assurer ici dans la province dans des temps économiques difficiles et des temps difficiles dans le domaine des recettes.*

Des temps difficiles? Comment pouvons-nous jouir de la prospérité dont le premier ministre se vante et être aux prises avec les difficultés que le ministre des Finances avance? Qui les gens du Nouveau-Brunswick doivent-ils croire? Le gouvernement ne peut pas ménager la chèvre et le chou.

Le Nouveau-Brunswick profite-t-il d'une plus grande prospérité qu'au cours des deux ou trois dernières années? Si les finances se présentent sous un jour aussi favorable que le premier ministre le prétend, il n'y a alors aucune raison de puiser dans le fonds des mauvais jours. Le fait est que le gouvernement actuel veut ménager la chèvre et le chou. Il veut se vanter de la prospérité, tout en se servant du fonds des mauvais jours pour distribuer des cadeaux préélectoraux. C'est le truc classique, et je suis convaincu que les gens de la province ne se laisseront pas duper. Les gens ne seront pas dupés par une vague mention de soins de santé dans

le discours du trône.

[Original]

Le gouvernement actuel n'a tellement pas de vraies idées et d'initiatives en matière de soins de santé qu'il veut adopter une motion unanime blâmant le gouvernement fédéral. Il a fait la même chose il y a trois ans. J'admire la capacité de recyclage du gouvernement, mais c'est ridicule. Il ne peut pas me dire, et il ne peut certainement pas dire aux gens de la province, que notre système de soins de santé fonctionne si bien qu'aucune nouvelle initiative n'est nécessaire.

C'est impossible de parler de l'augmentation des dépenses dans le domaine des soins de santé sans parler de l'augmentation des transferts fédéraux depuis l'entrée au pouvoir du gouvernement actuel.

Le Nouveau-Brunswick n'a pas besoin d'un gouvernement qui rejette le blâme ailleurs ou qui fuit ses responsabilités. Ce dont le Nouveau-Brunswick a besoin, c'est d'un gouvernement qui est engagé à agir dans le domaine des soins de santé.

Les gens du Nouveau-Brunswick nous ont dit que l'accès à des soins de santé de qualité est leur plus grande préoccupation. Nous savons que cet accès dépend d'une équipe solide en matière de soins de santé. Nous savons également que les efforts de recrutement et de maintien réussiront mieux si les échelons supérieurs du gouvernement les appuient.

J'ai pris un engagement personnel à l'égard du recrutement et du maintien. Je veux que mon leadership soit jugé d'après notre succès en matière de recrutement et de maintien en poste de médecins, de personnel infirmier et d'autres professionnels de soins de santé, car je sais qu'il s'agit de la préoccupation la plus urgente des gens du Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

Il y a deux semaines, j'ai dévoilé le programme du Parti libéral sur le recrutement et le maintien en matière de soins de santé. La pièce maîtresse du programme est la création d'un bureau de recrutement et de maintien qui relève directement du Cabinet du premier ministre. Cela assurerait l'orientation, la coordination, l'énergie et la volonté nécessaires pour l'activité très compétitive que représentent le recrutement et le maintien de professionnels de la santé.

Imaginez ma surprise quand, deux jours après que j'ai présenté notre plan axé sur l'action, un salon de recrutement en soins infirmiers s'est tenu ici à Fredericton et que la province n'y était aucunement représentée. Quelle a été la réponse du gouvernement actuel? D'abord, il a blâmé les régies régionales de la santé et a dit que le recrutement était leur responsabilité et pas celle du gouvernement. Ensuite, le ministre de la Santé a eu le front de dire que personne ne lui avait demandé d'être présent. Il a prétendu qu'il revenait au Comité consultatif sur la main-d'oeuvre infirmière de lui demander de se rendre à un salon local de recrutement. Voici un huard pour le premier ministre, car le gouvernement actuel a tellement l'habitude de renvoyer la balle qu'il ne doit commencer à être à court.

On me demande souvent, à titre de nouveau chef, quelle serait la différence entre un gouvernement sous ma direction et le gouvernement actuel. La réponse est simple : nous agissons.

Le gouvernement actuel choisit de blâmer les autres. Je choisis de faire du recrutement ma mission personnelle. Le gouvernement choisit la procrastination. Je choisis l'action.

Je n'ai pas la prétention d'avoir moi-même toutes les réponses. Notre programme de recrutement ne m'est pas venu pendant que je travaillais à mon bureau ici à Fredericton. Il a été élaboré grâce à l'écoute des gens de notre province. Pendant que le premier ministre passait l'été à soupeser ses chances à l'extérieur de la province et flânait au Albany Club à Toronto, je sillonnais tous les coins de la province.

Les gens du Nouveau-Brunswick connaissent les problèmes avec lesquels ils sont aux prises en matière de soins de santé, mais ils ont aussi des solutions solides, si le gouvernement actuel voulait bien leur prêter attention. Bref, avec un gouvernement sous ma direction, les gens du Nouveau-Brunswick auront bien mieux. Lorsque nous verrons un problème ou aurons des défis à relever, nous ne les étudierons pas indéfiniment, nous ne les escamoterons pas, nous ne nous en désintéresserons pas en espérant de les voir disparaître. Nous y ferons face. Nous élaborerons le meilleur plan d'attaque, puis nous agirons.

Il y a un ou deux mois, j'ai participé à une émission de télévision avec le ministre des Finances. Il a dit : Shawn, tout ce que vous voulez faire, c'est agir, agir, agir. Vous savez, il avait raison, pour une fois. Je veux effectivement agir, car j'estime que c'est injuste envers les gens du Nouveau-Brunswick, qui attendent une décision qui touchera leur vie et celle de leurs enfants, de laisser s'accumuler des piles de rapports non lus et de ne rien faire. Eh bien, je ferai quelque chose. Je suis une personne d'action. Je l'ai toujours été et je n'ai pas l'intention de cesser de l'être maintenant. La qualité d'un gouvernement ne se mesure pas selon la quantité de rapports qu'il accumule mais dans le nombre de vies qu'il transforme pour le mieux. Or, cela exige un gouvernement qui sait agir, non pas un gouvernement qui se dérobe à des décisions difficiles, non pas un gouvernement qui esquive les difficultés ou renvoie la balle, mais un gouvernement qui est disposé à agir. Pour répondre à la déclaration du ministre des Finances, oui, j'agis, et vous le devriez aussi.

[Original]

Nos gouvernements provinciaux sont toujours allés de l'avant et n'ont jamais eu peur des difficultés ni des obstacles. Dans les années 60, lorsqu'il est devenu clair que des mesures devaient être prises afin de remédier à la disparité entre les régions et entre les communautés linguistiques de la province, Louis Robichaud est allé de l'avant avec le programme Chances égales pour tous.

À son crédit, il faut dire que Richard Hatfield a continué de faire progresser le programme Chances égales pour tous et de faire la promotion des langues officielles.

Dans les années 80, lorsque la situation économique était incertaine dans la province et que les emplois ou la pénurie d'emplois préoccupaient tout le monde, Frank McKenna a demandé aux gens du Nouveau-Brunswick de lui faire confiance. En retour, il leur a fait confiance, et, ensemble, ils ont transformé les perspectives économiques de la province. Des communautés qui étaient au bord de la dépression se sont ouvertes à de nouvelles industries et ont changé le cours de leur destinée.

J'ai confiance dans les gens du Nouveau-Brunswick. La province a été construite par des générations de travailleurs. C'est la manière néo-brunswickoise et c'est la manière libérale.

Voilà pourquoi, durant la session qui s'ouvre, nous ne travaillerons pas seulement à dénoncer l'inaction du gouvernement, mais nous proposerons aussi notre propre programme d'action. Nous présenterons des initiatives que nous prendrions en tant que gouvernement afin de répondre à des préoccupations des gens du Nouveau-Brunswick.

Nous savons que nous pouvons faire mieux au Nouveau-Brunswick. Nous savons que nous devons faire mieux dans le domaine des soins de santé.

[Traduction]

Selon l'Institut canadien d'information sur la santé, le nombre d'infirmières et infirmiers immatriculés qui travaillent dans la province a baissé de 200 depuis 1999. Selon Statistique Canada, plus de 32 000 personnes du Nouveau-Brunswick n'ont pas de médecin de famille. Même l'ultraconservateur Fraser Institute affirme que les gens du Nouveau-Brunswick attendent deux mois pour consulter un spécialiste et deux mois additionnels pour recevoir un traitement, ce qui représente une des périodes d'attente les plus longues du pays. Voilà pourquoi nous avons proposé des motions sur le recrutement dans le domaine des soins de santé. Il nous faut des incitatifs compétitifs pour attirer de nouveaux médecins ici pour servir les 32 000 personnes du Nouveau-Brunswick sans médecin et pour remplacer un certain nombre de médecins qui prennent leur retraite.

Nous devons aussi mettre en oeuvre des incitatifs visant d'autres professionnels de la santé. J'ai entendu parler cet été de deux jeunes cousines de la région de la Miramichi. Elles ont fréquenté ensemble l'école des sciences infirmières de UNB et sont retournées à Miramichi toutes les fins de semaine. Après avoir reçu leur diplôme, les deux jeunes femmes voulaient retourner chez elles, mais, à la place, elles se sont retrouvées de l'autre côté du continent, parce que l'Oregon offrait ce que le Nouveau-Brunswick ne voulait pas offrir : un emploi à temps plein.

L'année dernière, le premier ministre a annoncé en grande pompe que le personnel infirmier praticien deviendrait une réalité dans la province. Ce qu'il semble avoir perdu de vue, c'est l'absence de programme de formation à temps plein de personnel infirmier praticien dans la province. UNB n'offre qu'un programme à temps partiel, et il n'existe aucun programme du tout en français. Si le gouvernement projette de doter en personnel infirmier praticien ses nouveaux centres de santé communautaires, il ferait mieux de trouver où il dénicher ce personnel. Le gouvernement actuel n'est peut-être pas disposé à investir 1,2 million de dollars par année pour permettre au personnel infirmier du Nouveau-Brunswick de devenir un personnel infirmier praticien, mais nous le ferons. Nous croyons que c'est un investissement que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas faire.

L'automne n'a pas été fameux pour ce qui est des salles d'urgence de la province. Les gens de Minto, du comté d'Albert et de la Péninsule ont été gravement touchés par des fermetures de salles d'urgence. Où étaient les députés conservateurs? Le député de Grand Lake a suivi la ligne du gouvernement et a dit que, si Minto pouvait trouver un médecin, le village pourrait conserver son service d'urgence. Lorsque les gens ont réussi à trouver des médecins, son gouvernement a

dit qu'ils perdraient les services de toute façon. Où était le député d'Albert, lorsque le service d'urgence dans sa région était menacé? Il est resté les bras croisés pendant que les gens de la circonscription sont pris d'angoisse à l'idée de perdre leurs services le 7 décembre.

Il est temps de faire preuve de leadership à cet égard. Il est temps que le gouvernement présente un plan précis pour les services d'urgence dans la province. Les collectivités ne peuvent pas continuer de craindre de perdre leurs services d'urgence à la dernière minute. L'essentiel pour les gens de la province en matière de soins de santé est que ces derniers demeurent accessibles, abordables et publics.

Les gens de la province sont nerveux. Ils sont nerveux lorsqu'ils entendent le premier ministre évoquer à Toronto la possibilité d'instaurer des soins de santé privés. Il est temps que le premier ministre explique ce qu'il veut dire lorsqu'il parle de services à financement public dispensés par le secteur privé. Qu'il dise ce que c'est : un système à deux vitesses. Il en a parlé à la commission Romanow et il en a parlé à Toronto. C'est clair qu'il préconise la prestation des soins de santé par le secteur privé, et cela mène tout droit à la catastrophe.

J'ai comme un engagement un système public de soins de santé accessible à tous, riches ou pauvres, francophones ou anglophones, peu importe où on vit dans notre province. Voilà ce qui nous distingue des gens d'en face. La question des soins de santé est complexe, mais le gouvernement ne peut se dérober. Il est temps de passer à l'action dans le domaine des soins de santé.

Il est aussi temps de passer à l'action dans le domaine de l'éducation.

[Original]

Nos élèves arrivent en dernier aux épreuves provinciales, nationales et internationales. Nos étudiants et étudiantes universitaires se trouvent devant des augmentations annuelles des droits de scolarité de 8 % à 10 %.

L'éducation a toujours été une passion pour moi. L'éducation est nécessaire dans tout plan pour l'avenir du Nouveau-Brunswick. Je veux faire en sorte que nos écoles soient des milieux d'apprentissage sécuritaires et sains, que nos élèves soient capables de faire concurrence à l'échelle nationale et internationale et qu'aucune étudiante ni aucun étudiant ne soit obligé de renoncer à ses rêves d'un bon avenir parce qu'il n'a pas les moyens de ses études.

Le gouvernement actuel a payé 50 000 \$ à Elena Scraba, une conseillère pédagogique de l'Alberta, pour examiner le rendement des élèves du Nouveau-Brunswick à une épreuve récente. Maintenant que le ministre de l'Éducation a vu le rapport, il refuse de le rendre public.

Je dis que nous ne ferons pas de progrès sur la question de l'éducation sans avoir un débat public. Nous devons faire participer non seulement le gouvernement mais aussi les enseignants et les enseignantes, les parents et les élèves. C'est pourquoi nous présenterons une motion demandant au ministre de l'Éducation de rendre le rapport public. Il faut connaître notre situation actuelle pour savoir comment progresser.



Étant donné le nombre d'inscriptions en baisse dans les écoles du Nouveau-Brunswick, nous avons l'occasion d'améliorer le rapport personnel enseignant-élèves et de fournir de meilleures ressources aux enfants ayant des troubles d'apprentissage.

[Traduction]

Au lieu de réduire les postes d'enseignement, comme le gouvernement actuel l'a fait, nous avons présenté une motion demandant un gel de trois ans sur les postes d'enseignement pour que nous puissions tirer avantage de l'occasion qui nous est offerte.

Nous avons aussi besoin de savoir que les écoles de nos élèves sont des milieux sécuritaires et sains. Je suis fier du député assis à ma droite. Il a amélioré avec dynamisme l'infrastructure scolaire. Le gouvernement actuel a fait très peu. Nous avons dans la province des écoles vieillissantes dont il faut s'occuper. J'ai eu l'occasion de visiter récemment l'école secondaire Harrison Trimble avec Ray Goudreau et le directeur McConnell. Les laboratoires de cette école n'ont pas été améliorés depuis 20 ans. L'accès pour les personnes handicapées est limité. Les élèves ont eux-mêmes lancé une campagne afin d'attirer l'attention du gouvernement sur la question. Ce n'est là qu'une des nombreuses écoles qui ont besoin d'améliorations. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'instaurer une stratégie pluriannuelle en matière d'infrastructures scolaires.

Je suis toujours stupéfait de voir à quel point le gouvernement actuel n'arrive même pas à donner suite à des idées qui ne sont que du simple bon sens et qui semblent lui plaire. L'année dernière, nous avons présenté une motion demandant à l'Assemblée législative d'autoriser le Comité spécial de l'éducation à inviter des représentants des universités de la province à comparaître devant le comité. L'intention était de leur permettre de faire état de leurs dépenses et d'exposer leurs projets et priorités, dans l'espoir d'améliorer notre système d'enseignement postsecondaire. À l'époque, le premier ministre a dit : C'est assurément quelque chose que j'envisagerai ; donc, voilà au moins une idée qui est bonne. Une année s'est écoulée, et le premier ministre ne s'est pas encore penché sur l'idée. Si le premier ministre actuel ne peut même pas donner suite à une idée à laquelle il a souscrit, comment les gens de la province peuvent-ils lui faire confiance pour ce qui est de mettre à exécution les décisions vraiment difficiles?

Eh bien, nous croyons encore que l'idée est bonne. Nous avons discuté avec des représentants des universités qui sont favorables à l'établissement d'un tel dialogue ; nous avons donc ramené la motion. Nous donnerons au gouvernement une deuxième chance de faire ce qu'il faut.

[Original]

Nous donnons aussi au gouvernement une deuxième chance de prendre position sur le tabagisme sur nos terrains scolaires.

Mardi, le projet de loi 57, qui aurait vu l'interdiction de l'usage du tabac sur les terrains scolaires, est mort au Feuilleton. Toutefois, nous croyons dans ce projet de loi et nous savons que les élèves, les enseignants et enseignantes et les gens de partout dans la province croient aussi en lui. Nous avons donc présenté un nouveau projet de loi hier. C'est un meilleur projet de loi qui incorpore des suggestions faites par la Société canadienne du cancer en vue d'inclure la consommation de tous les produits du tabac.

[Traduction]

Nous savions que c'était la chose à faire, lorsque nous avons entendu des adolescents et adolescentes parler avec tant de passion de leur conviction à propos de l'interdiction. En fait, Monsieur le président, votre ancienne école a fait l'un des exposés les plus percutants. Lorsque le directeur de l'école secondaire, Clary Wilbur, a parlé de sa lutte contre le cancer... Lorsque des gens préoccupés ont exprimé leur appui à la santé de nos enfants... La seule voix dissidente était celle du ministre de l'Éducation.

Nous demandons au ministre de l'Éducation, Dennis Furlong, de faire ce qu'il faut faire, d'aider les enfants de la province qui sont victimes du tabagisme. Nous lui demandons, ainsi qu'au gouvernement actuel, d'instaurer l'interdiction. Si nous ratons notre coup pour ce qui est d'élever les enfants de notre province, rien d'autre n'a vraiment d'importance.

En juin 2000, le gouvernement actuel a rendu public le rapport sur le bien-être à l'enfance intitulé *Les enfants priment tout*. Deux ans et demi plus tard, il est clair que les enfants ne priment pas aux yeux du gouvernement actuel. Priment peut-être les réductions fiscales pour les industries, les fonds pour les mauvais jours en vue de la réélection, le péage indirect; les enfants, eux, ne priment certainement pas. Nos travailleuses et travailleurs sociaux ont fait la grève pendant plusieurs semaines cet automne. Les gens de la province étaient très préoccupés par l'incidence de cette grève sur nos enfants. Bien que la grève soit réglée et que les travailleuses et travailleurs sociaux aient repris le travail, plusieurs sujets de préoccupations très graves existent dans le système de protection de l'enfance. Le rapport intitulé *Les enfants priment tout* expose des lacunes très évidentes en matière de protection des enfants du Nouveau-Brunswick. Le rapport intitulé *Les enfants priment tout* a recommandé la création de 177 postes de travailleuses et travailleurs sociaux dans les services suivants : protection de l'enfance, enfants pris en charge, services résidentiels pour enfants et services d'adoption.

[Original]

À son crédit, il faut dire que le gouvernement a ajouté des travailleuses et travailleurs sociaux additionnels dans les services d'adoption.

J'appuie les efforts visant à améliorer nos services d'adoption. Tout ce qui contribuera à assurer aux enfants un milieu familial sécuritaire et chaleureux est une bonne chose. Toutefois, l'adoption n'est qu'un aspect d'un système de protection de l'enfance très complexe et surchargé.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de mettre en oeuvre les recommandations sur les travailleuses et travailleurs sociaux. C'est pourquoi un gouvernement libéral, sous ma direction, prendrait des mesures pour augmenter l'effectif dans le système.

Nous mettrions en oeuvre la recommandation du rapport *Les enfants priment tout* visant la mise sur pied d'un poste de défenseur des enfants et des jeunes. Il s'agit d'une des mesures les plus fondamentales à prendre pour assurer aux enfants et aux jeunes une voix auprès du gouvernement.

[Traduction]

Nous exhortons aussi le gouvernement à examiner la prestation des services aux jeunes de 16 à 18 ans pour veiller à ce qu'ils reçoivent les services et le soutien dont ils ont besoin. On n'a qu'à se promener au centre-ville de Fredericton pour constater que des adolescents et adolescentes passent entre les assez grandes mailles de notre filet de sécurité sociale. Si nous perdons les jeunes à 17 ans, nous courons le terrible risque de les perdre à jamais.

J'ai eu l'occasion de m'adresser à la New Brunswick Foster Families Association lors de son assemblée générale annuelle le mois dernier. L'association fait actuellement circuler une pétition sur les services pour les jeunes de 16 à 18 ans, et j'ai été heureux de la signer. Je vais réitérer aujourd'hui l'engagement que j'ai pris à l'égard de l'association : un gouvernement libéral examinerait les services et les mesures législatives pour veiller à ce que les adolescents et adolescentes qui en ont besoin aient un soutien stable et suivi.

En plus du rapport intitulé *Les enfants priment tout*, un autre rapport dort sous la poussière : *Cadre d'action pour un système de prestation intégrée de services aux personnes autistes au Nouveau-Brunswick*, préparé par le comité interministériel sur les services aux personnes atteintes d'autisme. Fait surprenant, 1 enfant sur 500 souffre d'autisme.

Selon un arrêt récent de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, le défaut d'assurer un traitement aux enfants atteints d'autisme constitue une nette violation de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Grâce à l'intervention précoce, les chances que les personnes atteintes d'autisme puissent très bien fonctionner dans la société augmentent radicalement. Pourtant, en août, des mois après avoir reçu le rapport interministériel, le ministre de la Santé a eu le front de dire qu'il ne l'avait même pas lu.

Dernièrement, le premier ministre parle de regarder dans les yeux des enfants. Il a regardé dans les yeux de son fils et a reporté son saut dans l'arène politique fédérale. Il a regardé dans les yeux des élèves de 7<sup>e</sup> année dans le Maine et il a décidé que les ordinateurs portables dans les écoles seraient une bonne idée. Eh bien, je mets le premier ministre au défi de regarder dans les yeux un autiste de 7 ans. Regardez-le dans les yeux et dites-lui pourquoi vous ne l'aidez pas.

Un gouvernement libéral mettra en oeuvre les recommandations du comité interministériel, non pas en raison de l'arrêt qui a été rendu en Colombie-Britannique ni des économies qui seront réalisées plus tard dans la prestation des soins. Nous le ferons parce que c'est ce qu'il faut faire pour les enfants autistes et leurs familles.

Ce ne sont pas seulement les jeunes qui attendent que le gouvernement agisse. Les personnes âgées du Nouveau-Brunswick se préoccupent aussi d'un certain nombre de questions.

[Original]

Ce ne sont pas seulement les jeunes qui attendent que le gouvernement agisse. Les personnes âgées du Nouveau-Brunswick se préoccupent aussi d'un certain nombre de questions.

Les coûts croissants des médicaments sont un problème pour les personnes âgées de la province. L'année dernière, nous avons présenté une motion demandant au gouvernement d'examiner la

possibilité de rajuster le plafond du Programme de médicaments sur ordonnance au cours de l'année suivante pour tenir compte de l'inflation.

Nous avons aussi exhorté le gouvernement à adopter une politique pour rajuster automatiquement, selon l'indice d'inflation, les plafonds du Programme de médicaments sur ordonnance de la province.

Lorsque nous avons présenté la motion en novembre dernier, la situation de nombreuses personnes âgées était terrible. Elle a encore empiré depuis en raison de l'augmentation des primes de la Croix Bleue de l'Atlantique et de l'inflation annuelle liée aux coûts des médicaments.

Aucune mesure n'a été prise pour alléger les difficultés de nos personnes âgées. Cependant, nous croyons dans nos initiatives et nous présenterons de nouveau la motion sur le Programme de médicaments sur ordonnance.

[Traduction]

Notre population vieillit, et les personnes âgées du Nouveau-Brunswick ont besoin d'une voix forte au sein du gouvernement actuel. Le gouvernement actuel a simplement annoncé la création d'un conseil des aînés. Toutefois, un gouvernement libéral accorderait aux personnes âgées plus qu'un conseil. Il leur donnerait une voix au Cabinet. Je maintiens aujourd'hui un tel engagement. Nous mettrons en place un ministre des personnes âgées, qui présidera un conseil du premier ministre sur la condition des personnes âgées, lequel relèvera directement de moi en tant que premier ministre. Une telle idée vient directement de la Fédération des citoyens aînés du N.-B. elle-même.

Les personnes âgées doivent aussi composer avec un autre problème qui touche leurs revenus limités : la montée en flèche des primes d'assurance. Elles ne sont pas les seules à subir un tel fardeau. Nous avons présenté l'automne dernier une motion exhortant le gouvernement à présenter un livre blanc sur la question. Enfin, le 8 janvier, après beaucoup de pressions de la part de l'opposition et du public, le gouvernement a annoncé la création d'un Comité spécial de l'assurance des voitures particulières. C'est maintenant le 21 novembre. Les spécialistes ont été consultés. Des personnes préoccupées ont présenté des mémoires. Le rapport est terminé depuis deux mois, mais le gouvernement ne l'a toujours pas rendu public.

[Original]

La situation empire. Y a-t-il des solutions faciles? Non, mais nous devons aller de l'avant. Le gouvernement doit rendre le rapport public et donner suite aux recommandations.

À mesure que le coût des médicaments sur ordonnance augmente et que les primes d'assurance montent, les gens du Nouveau-Brunswick sont aussi préoccupés par l'incidence que les projets du gouvernement actuel pour Énergie NB auront sur leurs factures d'électricité.

[Traduction]

Le gouvernement a promis d'aller de l'avant avec la réorganisation d'Énergie NB et des mesures qui verraient la déréglementation de la production d'électricité. Je conseille au gouvernement

d'examiner attentivement ce qui s'est produit ailleurs. L'Ontario, l'Alberta et la Californie viennent tout de suite à l'esprit, mais, partout en Amérique du Nord, de nombreuses autres régions — vous faites mieux d'écouter ceci, Monsieur le premier ministre — ont complètement cessé le processus de déréglementation ou l'ont ralenti : le Colorado, l'Alabama, l'Alaska, la Géorgie, Hawaï, l'Idaho, l'Indiana, l'Iowa, le Kansas, le Kentucky, la Louisiane, le New Hampshire. Et la liste se poursuit. On doit se poser la question : qu'est-ce que les autres gouvernements savent que le gouvernement actuel n'a pas réussi à comprendre?

L'Ontario a pris la même voie que le gouvernement du Nouveau-Brunswick est en train de prendre dans la province. Il a éclaté sa compagnie d'énergie en trois secteurs : distribution, production et transport. Son intention était de passer complètement au secteur privé afin de pouvoir contenir davantage la dette d'Ontario Hydro. À l'époque, un professeur de finances de la University of Toronto, Myron Gordon, a prévenu le gouvernement que l'électricité publique contre l'électricité privée se résumait à ceci : les consommateurs paieraient inévitablement davantage pour l'électricité privée, parce que leurs factures tiendraient compte du rendement du capital qu'exigeront les investisseurs privés. Eh bien, il avait raison. Après seulement une année d'incertitude et d'énormes augmentations du prix, le gouvernement a dû faire marche arrière. Le premier ministre actuel a ramené les tarifs au niveau de 1994. Il est en fait en train de redonner de l'argent aux consommateurs de l'Ontario et il a annulé les projets de vente d'Hydro One.

Les critiques du projet ici au Nouveau-Brunswick sont certains que les tarifs d'électricité de la province augmenteront jusqu'à 20 % d'ici avril. Le ministre de l'Énergie dit qu'il est convaincu de pouvoir contenir les tarifs. Il dit aussi qu'il est à la veille de conclure un partenariat pour la remise en état de Coleson Cove. La question qui se pose : Pourquoi?

[Original]

Les spécialistes nous ont dit que la remise à neuf de Coleson Cove est financièrement viable. Énergie NB a dit que l'investissement dans l'installation aura une période de récupération de six ans. Les gens du Nouveau-Brunswick en profiteront ; alors, pourquoi conclure un partenariat avec le secteur privé?

Le ministre a raison : Notre capacité est suffisante, et, parfois, nous avons un surplus d'électricité dans la province. Bien entendu, cela se produit lorsque toutes les centrales fonctionnent à plein rendement, lorsque les niveaux d'eau dans le fleuve Saint-Jean sont élevés et lorsque la centrale de Point Lepreau n'est pas arrêtée pour de l'entretien. Combien souvent fonctionnons-nous à plein rendement?

[Traduction]

Nous aimerions croire le premier ministre sur parole, mais, pour l'instant, les gens du Nouveau-Brunswick veulent des garanties. Ils veulent des garanties selon lesquelles, lorsqu'une entente sera conclue et que la poussière sera retombée, les gens du Nouveau-Brunswick auront encore accès à de l'électricité abordable et fiable. C'est pourquoi je demande au gouvernement actuel de dire non à la privatisation et de faire preuve de prudence avec la déréglementation.

Les partenariats entre les secteurs privé et public peuvent avoir un rôle à jouer, mais les gens du Nouveau-Brunswick doivent conserver la maîtrise et la propriété de l'infrastructure de

production et de transport d'Énergie NB. Nous avons présenté une motion demandant au gouvernement de faire exactement cela. C'est ce qu'il faut faire pour protéger les gens du Nouveau-Brunswick contre le choc de l'augmentation des tarifs qu'ont connu d'autres endroits.

Voilà seulement quelques-unes des initiatives que nous avons proposées pour la session qui commence. Nous avons aussi présenté des motions portant sur l'amélioration de l'infrastructure des transports — mais personne ne construit des routes comme Sheldon Lee l'a fait —, l'équité salariale et le magasinage le dimanche. En plus du projet de loi amélioré sur l'interdiction de l'usage du tabac sur les terrains scolaires, nous envisageons d'autres modifications législatives visant à améliorer la qualité de vie des gens du Nouveau-Brunswick.

Je suis certain que le premier ministre répétera la même rengaine selon laquelle l'opposition a une attitude négative et n'offre pas de suggestions positives. Or, ce n'est manifestement pas le cas. Nous avons fait de nombreuses recommandations et nous avons même réussi à pousser le gouvernement à faire ce qu'il faut faire.

L'année dernière, nous avons insisté pour obtenir de meilleures mesures de sécurité à l'échangeur de Sussex. Le ministre des Transports a peut-être pensé qu'il était le héros du jour lorsqu'il a annoncé la mise en place de bandes rugueuses le long du tronçon en question, mais les gens de Sussex ont bien saisi. Ils savent que ce sont les pressions qu'ils ont exercées et que nous avons exercées sur le gouvernement qui ont obligé ce dernier à agir.

[Original]

Quant à la question des assurances, l'opposition a exercé des pressions qui ont obligé la création d'un comité spécial. Nous avons vu des résultats similaires avec l'équité salariale. La motion de l'opposition, avec la campagne dynamique de la Coalition pour l'équité salariale, a obligé le gouvernement à créer une table ronde sur l'écart salarial. La mesure ne va pas aussi loin que nous aurions voulu, mais, au moins, c'est une mesure.

[Traduction]

Il y a trois ans aussi, j'étais aux côtés des agriculteurs pour lutter contre le démembrement du ministère de l'Agriculture. Ensemble, nous avons obligé le gouvernement à revenir sur les suppressions prévues.

Je donne aujourd'hui un avertissement au gouvernement : Nous ne cesserons pas de le talonner. Chaque jour de la session, nous serons ici pour lutter en faveur de la population du Nouveau-Brunswick. Ce qui est vraiment triste, cependant, c'est que le gouvernement ne devrait pas avoir à se faire prier pour faire ce qu'il faut faire.

Nous avons une occasion incroyable d'améliorer la vie de nos compatriotes. Je veux faire en sorte que les gens aient accès à des médecins de famille, que les enfants reçoivent l'éducation dont ils ont besoin, que les personnes qui veulent connaître la dignité du travail la connaissent et que l'on s'occupe de nos personnes âgées, de nos familles et de nos enfants. Ce qui compte, ce ne sont pas des toiles de fond parsemées de logos ni les platitudes dépourvues de sens, mais c'est travailler dur, prendre des décisions et agir. En fin de compte, voilà ce qui nous distingue des parlementaires d'en face. À la fin de la présente session, les électeurs et électrices du Nouveau-

Brunswick verront que le choix est clair. Ils verront que le moment est venu de passer à l'action, et ils verront que c'est le temps de ramener les Libéraux.

Merci beaucoup.

[Original]

Merci beaucoup.